

CONTRAT COLLECTIF D'ASSURANCE VIE AFER

Vous pouvez également effectuer ces opérations par Internet sur notre site www.afer.asso.fr

DEMANDE D'AVANCE OU DE RACHAT PARTIEL

(voir conditions générales au verso)

La plupart des informations demandées sont obligatoires, notamment lorsqu'elles n'ont jamais été communiquées, et conditionnent la réalisation de l'opération. Le GIE AFER se réserve le droit de demander toute information ou document complémentaire. Rapprochez-vous de votre conseiller AFER pour tous renseignements.

1

ADHÉSION N°

Nom : Prénom :
Nom de naissance : Date de naissance/...../.....
Lieu de naissance : (préciser la ville de naissance, ainsi que le département ou le pays)
Adresse actuelle :
Code postal : Ville : Pays : Téléphone :
Ancienne adresse (à préciser en cas de changement d'adresse) :
Code postal : Ville : Pays :

2

MONTANT & MODALITÉS DE L'OPÉRATION

☐ Je demande une avance d'un montant de €

☐ J'effectue un rachat partiel d'un montant de €

→ Imposition des produits constatés lors d'un rachat partiel :

☐ Intégration des produits dans les revenus (IR) :

En cas d'adhésion multisupport, je choisis :

☐ montant du rachat brut de prélèvements sociaux

☐ montant du rachat net de prélèvements sociaux

☐ Option pour le prélèvement forfaitaire libératoire (obligatoire pour les non-résidents) :

☐ montant du rachat brut du prélèvement forfaitaire libératoire (et des prélèvements sociaux en cas d'adhésion multisupport)

☐ montant du rachat net du prélèvement forfaitaire libératoire (et des prélèvements sociaux en cas d'adhésion multisupport)

Si vous souhaitez une date de valeur différée pour le traitement de votre opération, veuillez la préciser :

Les conditions relatives à la date de valeur de l'opération demandée figurent au verso du présent document.

3

MODE DE RÈGLEMENT

☐ Chèque (à l'ordre exclusif de l'adhérent)

☐ Virement (uniquement sur un compte bancaire ouvert au nom de l'adhérent)

4

UTILISATION PRÉVUE DE LA SOMME DEMANDÉE

Cette information est requise au regard de la réglementation en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (articles L 561-1 et suivants du Code Monétaire et Financier) :

.....
.....

5

Les informations et données personnelles que l'adhérent communique font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au GIE AFER, à l'AFER et aux organismes dont l'intervention est nécessaire pour l'enregistrement et la gestion de son adhésion, à son intermédiaire d'assurance qui est en charge de son suivi, et le cas échéant aux autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires en vigueur, notamment relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Le GIE AFER s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles de l'adhérent, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Conformément aux articles 38, 39 et 40 de la Loi Informatique et Libertés, l'adhérent dispose d'un droit d'accès, d'opposition pour des motifs légitimes et de rectification auprès du Service Satisfaction Adhérents du GIE AFER - 36, rue de Châteaudun - 75441 Paris Cedex 09. En application de ses obligations de vigilance, le GIE AFER se réserve la possibilité de demander communication d'informations complémentaires.

Je reconnais avoir pris connaissance, préalablement à cette opération, du règlement des avances qui est disponible auprès de mon conseiller, du GIE AFER et sur le site www.afer.asso.fr ainsi que des conditions générales figurant au verso du présent document.

Fait à le/...../.....

Cachet du correspondant

Signature de l'adhérent

!

A RETOURNER AU GIE AFER - 36, rue de Châteaudun - 75441 Paris Cedex 09 - AVEC :

■ Pour tout virement, un original de Relevé d'Identité Bancaire au format BIC/IBAN au nom de l'adhérent

■ Une copie lisible recto/verso d'une pièce d'identité en cours de validité si celle-ci n'est pas déjà en notre possession (carte nationale d'identité, passeport ou carte de séjour pour les ressortissants étrangers)

LE RACHAT PARTIEL *

Le rachat partiel est un retrait définitif d'une partie de l'épargne disponible. Vous en fixez librement le montant en respectant un minimum de 400 € à chaque rachat, et en maintenant dans le Fonds Garanti en euros au moins 776 € d'épargne.

Un rachat partiel peut entraîner une imposition des produits et l'application des prélèvements sociaux selon les dispositions alors en vigueur.

L'AVANCE*

L'avance est une opération qui permet à l'adhérent de disposer momentanément d'une partie de l'épargne constituée, sans qu'aucune des conditions de fonctionnement de son adhésion ne soit modifiée, notamment celles de la valorisation de son épargne.

Les avances sont consenties exclusivement sur l'épargne constituée dans le Fonds Garanti en euros.

Le montant de l'avance doit être au minimum de 400 € et au maximum de 80 % de l'épargne investie dans le Fonds Garanti en euros, en respectant toujours un montant minimum de 776 € investi dans le Fonds Garanti en euros.

Les avances sont gérées dans un compte spécifique dénommé « compte des avances ».

Ce compte représente le montant des sommes avancées, augmenté des intérêts capitalisés.

Pendant la durée de l'avance, la totalité de l'épargne gérée sur le contrat continue à être rémunérée au taux net. Les avances comptabilisées dans le compte des avances sont, quant à elles, consenties au taux brut de rémunération du Fonds Garanti en euros de l'année précédente, majoré au maximum d'un demi-point.

Ce taux est déterminé chaque début d'année par l'Association et les compagnies d'Assurances, avec l'objectif d'être le plus proche possible du taux définitif qui n'est connu qu'en fin d'année.

Pour l'année 2014, le coût de l'avance est égal à 4 %.

Le montant du compte des avances, y compris les intérêts capitalisés, ne doit jamais dépasser 90 % de la valeur de rachat de l'adhésion et ne peut jamais excéder l'épargne constituée sur le Fonds Garanti en euros.

Si le compte des avances dépasse 90 % de l'épargne constituée sur le Fonds Garanti en euros, il sera procédé d'office, dans le cas d'une adhésion multisupport et à condition qu'il existe suffisamment de parts en unités de compte, à un arbitrage sans frais en faveur du Fonds Garanti en euros pour ramener le compte des avances à 80 %.

Si le compte des avances dépasse 90 % de la valeur de rachat du contrat, l'adhérent s'engage à rembourser directement la différence entre ces deux montants. En l'absence d'un tel remboursement, il sera procédé d'office à un rachat partiel avec option du prélèvement libératoire pour ramener le solde du compte des avances à 80 % de la valeur de rachat de l'adhésion.

Cas particulier DSK : le montant du compte des avances ne doit jamais dépasser 45 % de la valeur de rachat de l'adhésion.

Le règlement des avances est disponible sur simple demande auprès de votre conseiller du GIE AFER et sur le site Internet www.afer.asso.fr et sera joint à votre avenant « d'avance sur épargne ».

DATE DE VALEUR DE L'AVANCE ET DU RACHAT PARTIEL

- Si le montant demandé est inférieur au montant de l'épargne disponible sur le Fonds Garanti en euros, ou si l'adhérent n'a pas demandé que son rachat ou son avance soit imputé sur un ou plusieurs supports en unités de compte, la date de valeur est celle du mercredi qui précède le jour de l'enregistrement de la demande.

- Si le montant demandé excède le montant de l'épargne disponible sur le Fonds Garanti en euros, ou si l'adhérent a demandé que son rachat ou son avance soit imputé sur un ou plusieurs supports en unités de compte, les services du GIE AFER effectuent, sans frais, une vente de parts d'unités de compte proportionnellement à la répartition de l'épargne constituée sur les différents supports en unités de compte. Dans ce cas, la date de valeur retenue pour la vente des unités de compte sera celle du mercredi qui suit la réception de la demande (ou du dernier jour de Bourse précédant si le mercredi n'est pas un jour de Bourse ouvert) dès lors que la demande de l'adhérent a été reçue au siège du GIE AFER au plus tard à 16 heures le jour ouvré précédant le jour de valorisation retenu.

Si la date de valeur indiquée au recto ne correspond pas à un mercredi (date de valorisation), l'opération sera réalisée en valeur du mercredi précédent la date indiquée.

Pour les adhésions DSK, les rachats partiels s'imputent automatiquement dans chacun des supports.

NOUS VOUS CONSEILLONS

RACHAT PARTIEL OU AVANCE ?

C'est vous qui décidez de la nature de l'opération que vous devez effectuer.

En principe, l'avance s'impose de préférence au rachat partiel, si l'opération présente un caractère provisoire et a vocation à être remboursée.

A l'inverse, le rachat partiel est préférable si vous considérez que ce retrait est définitif. Cela signifie que vous n'avez pas l'intention d'effectuer de nouveaux versements.

En effet, si après un rachat partiel, vous effectuez de nouveaux versements, ceux-ci supporteront des frais de versement (ce qui n'est pas le cas des remboursements d'avances).

* Ces opérations ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord du bénéficiaire en cas d'acceptation répondant aux conditions de la loi du 17 décembre 2007.